



**DAI/FINNET**  
Development Alternatives, Inc. & USAID  
Projet d'appui à la Microfinance

**Base de Données sur les Institutions de Microfinance**

**Présentation des Résultats**

**Décembre 2000**

#11, Rue Lechaud / Bourdon (entrée Rue Marcadieu)  
Port-au-Prince, Haï ti  
tél. : 245-9547, 245-0276, 245-4721

## Description de la Base de Données

La base de données «Institutions de Microfinance» (IMF) de DAI/FINNET regroupe certaines informations sur les activités de 101 institutions offrant des services de crédit et d'épargne à un public largement exclu des services bancaires de type traditionnel. Les informations contenues dans cette version de la base de données ont été collectées pendant la dernière trimestre 2000 et comprennent des statistiques datant de la période comprise entre avril 2000 et septembre 2000. Nous avons demandé à chaque institution dans la base de données de remplir un questionnaire. Nous avons accompagné cet envoi de questionnaires de contacts personnels ou téléphoniques de façon à encourager une réponse de la part des IMF. Toutes les informations dans cette base de données nous ont été communiquées par les IMF elles-mêmes et sont présentées en tant que telles. Bien que nous ayons exercé un contrôle d'ordre général, nous n'avons pu vérifier l'exactitude de toutes les informations qui nous ont été rapportées.

Le but de cette base de données n'est pas de constituer une source d'informations exhaustive et détaillée sur les IMF. Nous avons consciemment limité notre approche à la collecte de quelques statistiques sommaires de façon à les remettre à jour périodiquement en vue de suivre l'évolution du secteur de la microfinance. Les informations collectées concernent surtout les valeurs des portefeuilles de crédit et de l'épargne mobilisée, la nature juridique et les méthodologies employées par les IMF, leur répartition géographique, et le pourcentage de femmes parmi la clientèle. Nous n'avons pas collecté des informations sur les taux d'intérêts, sur la durée des crédits, ni sur les taux de remboursement.

La portée de la base de données est différente selon le type d'IMF. Alors que nous avons pu cerner la quasi-totalité des principales IMF de type non-coopératif (c'est-à-dire des IMF qui ont le statut légal d'ONG, de fondation, d'association, d'institution religieuse, de société de droit privé, ou de banque commerciale et qui ne sont pas organisées sur le modèle «coopératif»), nous n'avons inclus qu'une minorité de caisses populaires qui existent en Haï ti. Par conséquent, les statistiques présentées ci-dessous sur les 72 caisses populaires dans la base de données doivent être interprétées comme **un sondage** basé sur un échantillon de la population globale de caisses populaires, que la plupart des observateurs situent entre 300 et 350 caisses. La plupart des caisses ainsi incluses sont membres du réseau d'Appui aux Coopératives d'Epargne et de Crédit Haï tiens (ACOOPECH) encadré par Développement International Desjardins. En revanche, les statistiques sur les 29 institutions de type non-coopératif peuvent être considérées comme **un recensement** de la population totale de ce type d'institution.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Il faut dire que nous avons ciblé uniquement des institutions ayant atteint une certaine taille d'activité (150 clients et un portefeuille crédit d'au moins 100,000 Gourdes) et qui ont un objectif de pérennisation institutionnelle. Cela exclut, donc, des «projets» avec un volet crédit et des associations de petite taille.

## Structure de la Base de Données

La base de données est organisée selon deux principes: le statut légal des IMF et les méthodologies qu'elles emploient. Si le terme « statut légal » ne présente aucune ambiguïté de sens, il n'en est pas de même pour les « méthodologies employées ». Nous présentons, donc, ci-dessous, un résumé des principales méthodologies employées par les IMF en Haïti.

**Caisses Populaires.** Les caisses populaires sont des IMF de type coopératif (ou assimilées à des coopératives) qui fournissent des services financiers seulement à leurs «membres» ou «sociétaires» sur une base mutuelle. On devient membre en achetant une part sociale de la caisse et en payant un droit d'entrée. Les caisses populaires sont gouvernées par une assemblée générale de membres et respectent le principe de gestion coopérative «un membre, un vote». L'assemblée générale se réunit au moins une fois par an pour élire les organes décisionnels qui sont responsables de la mise en œuvre des politiques de crédit et d'épargne. De manière générale, les caisses populaires privilégient une stratégie autonome de croissance axée sur la mobilisation de l'épargne des membres pour constituer un fonds de prêt. Ainsi, dans la plupart des caisses, l'épargne mobilisée est supérieure à l'encours de crédit. Bien que les caisses populaires puissent pratiquer des méthodologies de crédit commun à d'autres IMF (notamment le crédit direct individuel et la méthodologie de groupes solidaires), nous avons classifié ces activités dans la méthodologie de «caisses populaires» parce qu'elles s'inscrivent toujours dans une logique coopérative où il faut être sociétaire pour bénéficier d'un tel crédit.

**Banques Communautaires.** Cette technique de microfinance implique une méthodologie de crédit solidaire regroupant, en général 20 à 35 individus (le plus souvent des femmes), qui, avec l'aide d'une IMF qui les encadre, se mettent ensemble pour fonder une « banque communautaire ». L'IMF fournit un fonds de prêt qui est réparti entre les membres de la banque qui se réunissent à des intervalles réguliers pour rembourser. Les membres se portent mutuellement garants, les impayés des uns devenant la responsabilité des autres lors des réunions de remboursement. A la fin d'un cycle de remboursement, les membres ayant tout remboursé sont éligibles pour un nouveau prêt. Les IMF qui financent les banques et déterminent leurs règles de fonctionnement exigent aussi, selon des formules quelque peu différentes, que les membres contribuent à une épargne en sus des intérêts versés qui sert à capitaliser la banque. Le plus souvent, le montant du prêt auquel les membres ont droit au prochain cycle est calculé en fonction de l'effort d'épargne fait lors du cycle précédant. Au fur et à mesure que les cycles des prêts progressent et que les membres développent une compétence gestionnaire, la banque accumule un capital et peut ainsi commencer à effectuer des prêts de ces ressources «internes» indépendamment des prêts «externes» financés par l'IMF. A terme, la banque communautaire peut devenir indépendante et l'IMF peut retirer son fonds de prêt. Dans la base de données,

nous avons regroupé toutes les informations sur les banques communautaires au niveau des réseaux des IMF encadreur.

**Groupes Solidaires.** Selon la méthodologie de crédit dite «Groupes Solidaires», une IMF fournit un crédit à un groupe de 3 à 10 individus (comme pour les banques communautaires, le plus souvent des femmes) qui se portent mutuellement garants pour le remboursement. La durée du prêt, le taux d'intérêt et le calendrier de remboursement sont déterminés par l'IMF, tandis que les montants reçus par chaque individu sont fixés par les membres du groupe et approuvés par l'IMF. De cette manière, la fonction d'évaluation de risque crédit au niveau individuel est remplie par le groupe lui-même. A la fin d'un cycle de remboursement, l'octroi d'un crédit consécutif au groupe est conditionné par l'absence d'arriérés. Cette méthodologie est semblable à la méthodologie des banques communautaires dans son aspect de crédit solidaire. Mais elle s'en distingue par le fait qu'il n'existe pas d'objectif de «pérennisation» des groupes solidaires en institutions indépendantes de l'IMF qui les encadrent. Il n'y a pas non plus, de manière générale, d'obligation d'épargne faite aux membres du groupe pour bénéficier d'un crédit.<sup>2</sup>

**Mutuelles de Solidarité.** Les mutuelles de solidarité emploient une méthodologie « hybride » qui contient des éléments d'approche empruntés à la fois aux banques communautaires et aux caisses populaires. Elles sont des groupes de personnes, homogène socialement, cotisant à échéances régulières une même somme d'argent. L'objectif des mutuelles est de constituer : (a) un fond interne (caisse verte) qui est alimenté par les cotisations fixes et récupérables des membres en vue de faire du crédit, généralement sur une base rotative; (b) un fond d'urgence (caisse rouge) pour faire face aux éventualités constitué à partir des cotisations non-remboursables; et (c) un fond externe (caisse bleue) pour suppléer à la faiblesse du fonds interne. Ce fonds externe provient, en générale d'une IMF qui organise également une formation initiale pour les membres ainsi qu'un encadrement continu. Dans la base de données nous avons présenté les statistiques sur les mutuelles de solidarité, comme pour les banques communautaires, au niveau des IMF qui les encadrent et qui jouent un rôle de « tête de réseaux ».

**Crédit Direct Individuel.** Les IMF pratiquant la méthodologie de crédit direct individuel ont des techniques de crédit qui ressemblent plus aux techniques de crédit bancaire classique. Des prêts sont consentis aux individus; il n'y a pas de crédit solidaire. Les officiers de crédit des IMF circulent dans le milieu des microentrepreneurs et effectuent des visites aux clients pour évaluer leur moralité et leur capacité de remboursement. Les prêts sont approuvés à la suite d'une demande formelle et après une visite de l'officier de crédit. A la différence des méthodes de crédit solidaire, les officiers de crédit effectuent une analyse réelle de l'activité économique financée et du risque couru. En général, les clients ayant

---

<sup>2</sup> Il existe des exceptions dans des pratiques concernant l'épargne. Une IMF au moins ayant un réseau de groupes solidaires a aussi mis en place un programme d'épargne.

remboursé en respectant le calendrier établi sont éligibles pour un nouveau crédit, souvent d'un montant plus grand (après réexamen du dossier). En pratique, les IMF utilisant une approche de crédit direct individuel offrent des prêts d'un montant plus élevé que les IMF se spécialisant dans les groupes solidaires ou dans les banques communautaires.

### **Note concernant les statistiques sur l'épargne**

Dans les tableaux qui suivent nous présentons certaines statistiques traitant de l'épargne collectée par les IMF. Il est important de noter que ces statistiques comprennent deux types d'épargnes: l'épargne dite «obligatoire» ou «forcée» qui est liée à un crédit, et l'épargne libre ou volontaire qui n'est pas associée à un prêt. D'un point de vue étroitement financier, le premier type d'épargne n'est pas une «vraie épargne» parce qu'elle est toujours associée à un crédit supérieur. Si le client ne veut plus de prêt, on lui rend son épargne. De cette manière, l'épargne obligatoire ressemble plutôt à un dépôt de garanti remboursable lorsque le client ne veut plus de crédit et s'est acquitté de toutes ses obligations. Ce type d'épargne est surtout caractéristique des IMF pratiquant la méthodologie des banques communautaires. L'épargne libre, par contre, n'est pas associée à un prêt. L'épargnant n'est pas forcément emprunteur en même temps et il peut gérer son épargne de façon indépendante. Ce type d'épargne est généralement réservée aux caisses populaires et aux banques commerciales. Il existe néanmoins une diversité de pratiques d'épargne au niveau des IMF et il n'est pas toujours possible de séparer ces deux types.

**Tableau 1 : Activités des IMF par Statut Légal**

Statut Légal	Nombre d'institutions	Opérations de Crédit			Opérations d'Epargne			% de clients femmes e/
		Portefeuille Crédit (Gde 000)	Nombre de Prêts	Prêt moyen (Gde)	Epargne mobilisée (Gde 000)	Epargnants	Epargne par tête (Gde)	
Coopératives a/	72	340,493	18,743	18,166	443,313	111,396	3,980	42%
Banques Commerciales b/	1	85,540	3,382	25,292	f/	f/	f/	55%
ONG	14	64,967	18,920	3,422	8,008	18,920	423	88%
Associations c/	5	15,485	1,879	8,241	1,747	9,439	185	74%
Institutions Religieuses	1	7,156	7,118	1,005	4,147	7,118	583	98%
Sociétés Privées	2	23,772	611	38,906				33%
Fondations d/	6	55,189	10,907	5,060	23,071	12,658	1,823	82%
<b>Totaux</b>	<b>101</b>	<b>592,602</b>	<b>61,560</b>	<b>9,626</b>	<b>480,285</b>	<b>159,531</b>	<b>3,010</b>	<b>55%</b>

### Commentaire

Le statut légal définit le type d'institution devant la loi haïtienne et devant l'administration publique. Il n'indique rien, en soi, quant aux méthodologie(s) employée(s) par une IMF. Parmi toutes les catégories d'IMF sur le terrain en Haïti, seule la catégorie de «Banques Commerciales» est uniquement réservée aux institutions financières. Les IMF partagent toutes les autres catégories avec des institutions à caractère non-financier. Il est important de noter que, d'un point de vue légal, la catégorie « association » est sujette à un doute particulier dans la mesure où il n'y a pas de loi ni de texte législatif qui autorise la création d'une association. Cela n'empêche pas des IMF de s'enregistrer en tant que telles auprès des municipalités ou du Ministère des Affaires Sociales. Un projet de loi pour reconnaître les associations a été élaboré par le Ministère de la Planification et de la Coopération Extérieure en 1997 sans suite.

### Notes

- a/ Onze coopératives/caisses populaires dans la base de données n'ont pas fourni d'informations sur le nombre de prêts en circulation. Nous n'avons pas tenu compte de cette omission dans le calcul de prêts moyens. Si le portefeuille en circulation de ces 11 coopératives est exclu des calculs, le prêt moyen global pour les coopératives/caisses populaires est de 17,186 gourdes.
- b/ Il faut noter qu'il existe plusieurs entités commerciales qui offrent les services financiers aux micro entrepreneurs en Haïti. Dans un cas, la micro finance représente un produit intégré d'une banque commerciale. Dans les autres cas, des sociétés privées ont été établis avec le financement d'une banque commerciale et d'autres investisseurs privés.
- c/ Comme au cas des coopératives, trois associations dans la base de données n'ont pas fourni d'informations sur le nombre de prêts en circulation. Si le portefeuille en circulation de ces 3 associations est exclu des calculs, le prêt moyen global pour les associations est seulement de 2,277 gourdes.
- d/ La ligne « Fondation » comprend une institution qui est à la fois ONG et Fondation. Nous l'avons rangée de façon arbitraire dans la catégorie des fondations.
- e/ Le pourcentage de clients femmes est calculé à partir de chiffres sur les «emprunteurs » pour toute les catégories et méthodologies sauf celles des coopératives et des mutuelles de solidarité, où le pourcentage est basé sur le nombre de « sociétaires ».
- f/ L' épargne des «clients microcrédit » des banques commerciales n'a pas été comptabilisé. En réalité, elle existe, mais il est impossible de la quantifier.

**Tableau 2 : Activités des IMF par Méthodologies Employées**

Méthodologies Employées	Nombre d'institutions a/	Opérations de Crédit			Opérations d'Épargne			% de clients femmes c/
		Portefeuille Crédit (Gde 000)	Nombre de Prêts	Prêt moyen (Gdes)	Épargne mobilisée (Gde 000)	Épargnants	Épargne par tête (Gdes)	
Caisses Populaires b/	72	340,493	18,743	18,166	443,313	111,396	3,980	43%
Banques Communautaires	13	41,136	17,224	2,388	8,323	24,160	344	92%
Groupes Solidaires	7	22,183	14,142	1,569	20,473	8,837	2,317	85%
Mutuelles de Solidarité	3	1,677	2,306	727	2,344	5,079	462	75%
Crédit Direct Individuel	16	187,113	9,145	20,461	5,832	10,059	580	67%
Dont : <i>Banques Commerc.</i>	1	85,540	3,382	25,293	d/	d/	d/	55%
<i>Autres</i>	15	101,573	5,763	17,625	5,832	10,059	580	70%
<b>Totaux (hors Caisses Pop)</b>	<b>40</b>	<b>252,109</b>	<b>42,817</b>	<b>5,888</b>	<b>36,972</b>	<b>48,135</b>	<b>768</b>	<b>86%</b>
<b>Totaux Globaux</b>	<b>111</b>	<b>592,602</b>	<b>61,560</b>	<b>9,626</b>	<b>480,285</b>	<b>159,531</b>	<b>3,010</b>	<b>55%</b>

### Commentaire

La «méthodologie employée» désigne la méthodologie particulière que les IMF utilisent pour faire du crédit et pour structurer leurs propres opérations. Les cinq grands types de méthodologies indiqués ici sont décrits dans l'introduction. Il faut noter que les mutuelles de solidarité sont, de loin, la méthodologie la plus jeune en Haïti, ce qui explique son faible taux de pénétration. Nous avons voulu présenter le Crédit Direct Individuel en deux parties—celui accordé par les banques commerciales et celui accordé par tous les autres types d'institutions. Bien que tous emploient plus ou moins les mêmes techniques de crédit, les banques commerciales ont ciblé une clientèle capable d'absorber des montants de crédit plus importants.

### Notes

a/ Un certain nombre d'IMF pratiquent plusieurs méthodologies à la fois. Nous avons réparti leurs activités selon la méthodologie. Donc, le total des institutions dans cette colonne est supérieur au nombre total des IMF dans la base de données.

b/ Onze coopératives/caisses populaires dans la base de données n'ont pas fourni d'informations sur le nombre de prêts en circulation. Nous n'avons pas tenu compte de cette omission dans le calcul de prêts moyens. Si le portefeuille en circulation de ces 11 coopératives est exclu des calculs, le prêt moyen global pour les coopératives/caisses populaires est de 17,186 gourdes.

c/ Le pourcentage de clients femmes est calculé à partir de chiffres sur les «emprunteurs» pour toute les catégories et méthodologies sauf celles des coopératives et des mutuelles de solidarité, où le pourcentage est basé sur le nombre de «sociétaires».

d/ L'épargne des «clients microcrédit» des banques commerciales n'a pas été comptabilisée. En réalité, elle existe, mais il est impossible de la quantifier.

**Tableau 3: Répartition des IMF par Statut Légal et Méthodologies Employées**

Statut Légal	Nombre d'Institutions	Méthodologies Employées				
		Caisses Populaires	Crédit Direct Individuel	Banques Communaut.	Groupes Solidaires	Mutuelles de Solidarité
Coopératives	72	72				
Banques Commerciales	1		1			
ONG	14		9	9	5	1
Associations	5		3		1	1
Institutions Religieuses	1			1		
Sociétés Privées	2		2			
Fondations	6		1	4	1	1
<b>Totaux</b>	<b>101</b>	<b>72</b>	<b>17</b>	<b>14</b>	<b>7</b>	<b>3</b>

### Commentaires

Ce tableau présente le nombre d'IMF par statut légal et par méthodologie. Il constitue le lien logique entre les Tableaux 1 et 2 qui permettent de cerner la structure institutionnelle du secteur de la microfinance. Il est important de noter que, parce que plusieurs IMF pratiquent plusieurs méthodologies à la fois, les totaux horizontaux sont parfois supérieurs au nombre d'institutions dans la première colonne.

**Tableau 4: Répartition des Institutions par Département et par Méthodologies Employées**

Département	Nombre d'Institutions	Méthodologies Employées				
		Caisses Populaires	Crédit Direct Individuel	Banques Communaut.	Groupes Solidaires	Mutuelles de Solidarité
Nord	25	12	4	6	1	2
Nord Ouest	17	9	2	4	1	1
Nord -Est	13	2	4	4	1	2
Artibonite	28	12	7	4	3	2
Centre	11	5	0	4	1	1
Ouest	53	23	13	10	5	2
Sud	29	11	6	7	2	3
Sud-Est	12	0	5	3	2	2
Grande Anse	15	5	3	4	1	2

### Commentaire

Ce tableau permet d'évaluer l'offre du microcrédit dans les neuf Départements d'Haïti. Il est important de noter que la bonne distribution du crédit direct individuel en dehors du Département de l'Ouest est presque entièrement due aux succursales des banques commerciales et à une seule fondation/ONG ayant une forte implantation en province. Donc cette méthodologie, plus que les autres, semble être caractérisée par une forte concentration dans la zone de Port-au-Prince.

**Tableau 5: Clients de Sexe Féminin**

Méthodologies a/	Nombre de clients de sexe féminin	Pourcentage de clients de sexe féminin	
		Moyen	Ecart
Caisses Populaires	46,933	43%	0% -88%
Banques Communautaires	22,159	92%	22% -100%
Groupes Solidaires	7,491	85%	60% -100%
Mutuelles de Solidarité	3,813	75%	75% -85%
Crédit Direct Individuel	9,292	67%	33% -100%
dont : <i>Banques Commerc.</i>	1,860	55%	55%
<i>Autres</i>	7,432	70%	33% -100%
<b>Totaux (hors Caisses Pop)</b>	<b>43,046</b>	<b>86%</b>	<b>22%-100%</b>
<b>Totaux Globaux</b>	<b>89,979</b>	<b>55%</b>	<b>0% -100%</b>

### Commentaire

Ce tableau présente le nombre absolu de femmes desservies par les principales méthodologies, ainsi que les pourcentages moyens et les minima et les maxima de « femmes clients » par institution.

### Notes

a/ Les chiffres donnés pour les caisses populaires sont basés sur le nombre de femmes sociétaires. Les calculs pour les autres méthodologies ont été faite à partir de statistiques sur le sexe des clients ayant un prêt actif.

## **ANNEXE: IMF DANS LA BASE DE DONNEES (par méthodologie)**

### **CAISSES POPULAIRES (72)**

Caisse Léoganaise d'Epargne et de Crédit, Coopérative  
Caisse Populaire de Beaumont, Coopérative  
Caisse Populaire de Belladère, Coopérative  
Caisse Populaire de Cance, Coopérative  
Caisse Populaire de Chambellan, Coopérative  
Caisse Populaire de Dame Marie, Coopérative  
Caisse Populaire de Désarmes, Coopérative  
Caisse Populaire de Hinche, Coopérative  
Caisse Populaire de Jean Rabel, Coopérative  
Caisse Populaire de Jérémie, Coopérative  
Caisse Populaire de l'Arcahaie, Coopérative  
Caisse Populaire de Lascahobas, Coopérative  
Caisse Populaire de l'Estère, Coopérative  
Caisse Populaire de Mirebalais, Coopérative  
Caisse Populaire de Petite Rivière, Coopérative  
Caisse Populaire de St. Michel de l'Attalaye, Coopérative  
Caisse Populaire de St. Paul de Léon, Coopérative  
Caisse Populaire de Ste Anne, Coopérative  
Caisse Populaire Développement Trou du Nord, Coopérative  
Caisse Populaire Dominique Savio, Coopérative  
Caisse Populaire Espoir de Bassin Bleu, Coopérative  
Caisse Populaire Fraternité des Gonâives, Coopérative  
Caisse Populaire l'Espérance de Limonade, Coopérative  
Caisse Populaire la Fraternité, Coopérative  
Caisse Populaire pour le Développement de Pignon, Coopérative  
Caisse Populaire Saint Joseph, Coopérative  
Caisse Populaire Sainte Anne de Camp-Perrin, Coopérative  
Caisse Populaire Solidarité de Verrettes, Coopérative  
Caisse Populaire Solidarité Limbé, Coopérative  
Caisse Populaire Solidarité Trémé, Coopérative  
Caisse Populaire Tèt Ansamn de Terrier Rouge, Coopérative  
Caisse Populaire Union Cavaillonnaise, Coopérative  
Caisse Populaire Union de Plaisance, Coopérative  
Caisse Populaire Union Rivanordaise, Coopérative  
CECODES, Coopérative  
Coopérative d'Epargne à Services Multiples, Coopérative  
Coopérative d'Epargne Saint Louis du Nord, Coopérative  
Coopérative de Cautionnement et de Gestion, Coopérative  
Coopérative des Enseignants des Cayes, Coopérative  
Coopérative Epargne et Crédit Dondon, Coopérative

Coopérative Haïtienne d'Épargne et de Crédit, Coopérative  
 Coopérative pour le Développement Économique et Social, Coopérative  
 Coopérative Solidarité pour le Développement, Coopérative  
 COTELAB/CECCO, Coopérative  
 CrediCoop, Coopérative  
 Kès Epay ak Kredi pou Avansman Mamlad, Coopérative  
 Kès Otonom Epay ak Kredi, Coopérative  
 Kès Popilè Espwa Gwo Mon, Coopérative  
 Kès Popilè Kabarè (KPK), Coopérative  
 Kès Popilè Leve Kanpe de Milot, Coopérative  
 Kès Popilè Men Konte, Coopérative  
 Kès Popilè Men nan Men, Coopérative  
 Kès Popilè Sekou Maléré, Coopérative  
 Kès Popilè Sen Hélène de Carice, Coopérative  
 Kès Popilè Sere Pwete, Coopérative  
 KOPERAN, Coopérative  
 Koperativ Tèt Ansamn pou Lavi Miyò, Coopérative  
 Koperativ Kanpe Figi (KOKAFI), Coopérative  
 Koperativ pou Lespwa (KOPLES), Coopérative  
 Koperativ Pou Nou Avanse, Coopérative  
 Men Ale Men Vini, Coopérative  
 Mouvement Coopérative Épargne et de Crédit, Coopérative  
 Mutuelle d'Épargne et de Crédit, Coopérative  
 Mutuelle de Crédit Épargne Beauséjour, Coopérative  
 Société Caisse Populaire, Coopérative  
 Société Coopérative (SOCOREDNO), Coopérative  
 Société Coopérative d'Entraide Mutuelle (SOCEM), Coopérative  
 Société Coopérative Lavi Miyo, Coopérative  
 Société Coopérative Men Kontré (SOCOMEK), Coopérative  
 Société Haïtienne d'Épargne et de Crédit (SHEC), Coopérative  
 Solidarité Caisse d'Épargne et de Crédit, Coopérative  
 Sosyete Developman Koperativ Epay ak Kredi, Coopérative

### **BANQUES COMMUNAUTAIRES (13)**

ACLAM, Organisation Non-Gouvernementale  
 Caritas Nationale d'Haiti, Fondation  
 Catholic Relief Services/CRS, Organisation Non-Gouvernementale  
 COD/EMH, Institution Religieuse  
 FODEPE, Fondation  
 Fondation Internationale pour l'Assistance Communautaire (FINCA), Fondation  
 FONDESPOIR, Organisation Non-Gouvernementale  
 Fonkoze, Fondation  
 MEDA, Organisation Non-Gouvernementale  
 Parole et Action, Organisation Non-Gouvernementale

Plan d' Action/Développement Communautaire (PLADEC), Organisation Non-Gouvernementale  
PWOFOOD, Organisation Non-Gouvernementale  
Service and Development Agency Inc. (SADA)

### **GROUPES SOLIDAIRES (7)**

Aptech - Finances, Association sans but lucratif  
Concern Worldwide, Organisation Non-Gouvernementale  
FONDESPOIR, Organisation Non-Gouvernementale  
Fonkoze, Fondation  
Parole et Action, Organisation Non-Gouvernementale  
Plan d' Action/Développement Communautaire (PLADEC), Organisation Non-Gouvernementale  
Service and Development Agency Inc. (SADA), Organisation Non-Gouvernementale

### **CRÉDIT DIRECT INDIVIDUEL (16)**

ACME, Association sans but lucratif  
Aptech - Finances, Association sans but lucratif  
Banque de l'Union Haitienne, Banque Commerciale  
Fondation Haitienne d'Aide à la Femme (FHAF), Organisation Non-Gouvernementale  
Fondation Haitienne de Développement, Fondation et Organisation Non-Gouvernementale  
FONDESPOIR, Organisation Non-Gouvernementale  
Fonds d'Epargne et de Crédit (FODEC), Association  
GRAIFSI, Association sans but lucratif  
GTIH, Organisation Non-Gouvernementale  
IICA, Organisation Non-Gouvernementale  
Initiative Développement Programme de St. Martin, Organisation Non-Gouvernementale  
Microcrédit National, Société de Droit Privé  
Plan d' Action/Développement Communautaire (PLADEC), Organisation Non-Gouvernementale  
PWOFOOD, Organisation Non-Gouvernementale  
Service Chrétien d'Haiti, Organisation Non-Gouvernementale  
Sogesol, Société de Droit Privé

### **MUTUELLES DE SOLIDARITÉ (3)**

FONHSUD, Fondation  
GRAIFSI, Association sans but lucratif  
KOFIP, Association sans but lucratif